



NEURONES

COMPTES CONSOLIDES

31 DECEMBRE 2004

SOMMAIRE

Bilan consolidé au 31 décembre 2004 (Actif)	2
Bilan consolidé au 31 décembre 2004 (Passif)	3
Compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2004	4
Tableau consolidé des flux de trésorerie au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2004	5
Tableau de variation des capitaux propres consolidés	6
Annexe aux comptes consolidés	
Principes comptables	7
Périmètre de consolidation	11
Notes annexes au bilan	13
Notes annexes au compte de résultat	21
Notes annexes complémentaires relatives aux secteurs d'activité	25
Informations diverses	27

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2004

ACTIF <i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	31 décembre	
		2004	2003
ACTIF IMMOBILISE			
Ecart d'acquisition	<i>Note 1</i>	10 895	11 112
Immobilisations incorporelles	<i>Note 2</i>	1 965	1 743
Immobilisations corporelles	<i>Note 3</i>	1 477	1 573
Immobilisations financières	<i>Note 4</i>	975	806
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE		15 311	15 234
ACTIF CIRCULANT			
Stocks	<i>Notes 5 / 14</i>	266	139
Clients et comptes rattachés	<i>Notes 6 / 14</i>	26 800	22 270
Autres créances et comptes de régularisation	<i>Notes 7 / 9</i>	3 501	3 387
Valeurs mobilières de placement	<i>Note 8</i>	37 648	35 278
Disponibilités		8 986	5 970
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT		77 202	67 044
TOTAL DE L'ACTIF		92 513	82 278

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2004

PASSIF <i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	31 décembre	
		2004	2003
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)			
Capital		9 139	9 108
Primes		28 723	28 509
Réserves et résultat consolidés		24 519	19 780
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	<i>Note 10</i>	62 381	57 398
Intérêts minoritaires		1 765	1 562
Provisions pour risques et charges	<i>Notes 9 / 11</i>	408	448
DETTES			
Emprunts et dettes financières	<i>Note 12</i>	29	515
Fournisseurs et comptes rattachés	<i>Note 13</i>	6 520	5 626
Autres dettes et comptes de régularisation	<i>Note 13</i>	21 411	16 730
TOTAL DETTES		27 960	22 871
TOTAL DU PASSIF		92 513	82 278

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2004

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	2004	2003
CHIFFRE D'AFFAIRES	<i>Note 15</i>	97 098	92 732
<i>ACTIVITE VENTE D'EQUIPEMENTS</i>			
Chiffre d'affaires		7 853	8 981
Coût des marchandises vendues		(6 662)	(7 739)
Marge brute		1 191	1 242
% Marge brute		15,2%	13,8%
<i>PRESTATIONS DE SERVICES</i>			
Chiffre d'affaires		89 245	83 751
Autres produits d'exploitation, reprises de provisions et transfert de charges	<i>Note 17</i>	521	1 023
Charges de personnel	<i>Note 18</i>	(60 170)	(55 841)
Autres charges d'exploitation	<i>Note 19</i>	(18 923)	(19 420)
Impôts et taxes		(2 049)	(1 880)
Dotations aux amortissements et provisions		(1 701)	(1 286)
RESULTAT D'EXPLOITATION	<i>Note 16</i>	8 113	7 588
% CA		8,4%	8,2%
Résultat Financier	<i>Note 20</i>	778	780
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES		8 890	8 368
% CA		9,2%	9,0%
Résultat exceptionnel	<i>Note 21</i>	69	(5)
Impôts sur les résultats	<i>Notes 22 / 23</i>	(3 128)	(2 846)
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES		5 831	5 517
% CA		6,0%	5,9%
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		(785)	(659)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		5 046	4 858
- Dont part du groupe		4 739	4 538
- Dont Intérêts minoritaires		307	320
Résultat net (part du groupe) par action (*) - en euro		0,21	0,20
Résultat net dilué (part du groupe) par action - en euro		0,20	0,19
(*) Nombre d'actions moyen sur l'exercice			

TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2004

<i>(en milliers d'euros)</i>	2004	2003
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	5 046	4 858
<i>Elimination des éléments non monétaires :</i>		
- Amortissements et provisions	1 853	1 703
- Variation des impôts différés	(233)	262
- Moins values / (Plus-values) de cession, nettes d'impôt	(2)	(1)
- Moins values / (Plus-values) de cession sur titres consolidés, nettes d'impôt	(41)	
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	6 624	6 823
<i>Variation de la trésorerie sur :</i>		
- Besoin en fonds de roulement d'exploitation	(364)	1 966
- Impôts sur les résultats	1 255	(595)
TRESORERIE GENEREE PAR L'ACTIVITE	7 514	8 193
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(885)	(1 011)
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	2	3
Variation des immobilisations financières	(161)	(128)
Règlement sur prix d'acquisition des sociétés acquises	(92)	(1 984)
Trésorerie disponible des filiales acquises au cours de l'exercice	109	
Règlement sur acquisition de fonds de commerce	(257)	(105)
Titres rachetés à des actionnaires minoritaires de filiales	(874)	(18)
Cession de titres consolidés, net d'impôts	265	
TRESORERIE AFFECTEE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(1 892)	(3 244)
Augmentation de capital en numéraire	244	
Remboursement d'emprunt		
TRESORERIE AFFECTEE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	244	-
VARIATION DE TRESORERIE	5 866	4 949
TRESORERIE A L'OUVERTURE	40 742	35 793
TRESORERIE A LA CLOTURE	46 608	40 742

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

CAPITAUX PROPRES, PART DU GROUPE (en milliers d'euros)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2002	9 108	28 509	9 650	5 625	52 893
<i>Mouvements de l'exercice 2003</i>					
- Affectation du résultat 2002			5 625	(5 625)	-
- Résultat consolidé de l'exercice				4 538	4 538
- Variation du % d'intérêt suite à fusion interne			(33)		(33)
Capitaux propres au 31/12/2003	9 108	28 509	15 242	4 538	57 398
<i>Mouvements de l'exercice 2004</i>					
- Augmentation de capital (Exercice de BSPCE & Stocks Options)	30	213			244
- Affectation du résultat 2003			4 538	(4 538)	-
- Résultat consolidé de l'exercice				4 739	4 739
Capitaux propres au 31/12/2004	9 139	28 723	19 780	4 739	62 381

INTERETS MINORITAIRES (en milliers d'euros)	Intérêts minoritaires
Intérêts minoritaires au 31/12/2002	1 221
<i>Mouvements de l'exercice 2003</i>	
- Résultat de l'exercice - Part des minoritaires	320
- Variation de périmètre	21
Intérêts minoritaires au 31/12/2003	1 562
<i>Mouvements de l'exercice 2004</i>	
- Résultat de l'exercice - Part des minoritaires	307
- Variation de périmètre	(104)
Intérêts minoritaires au 31/12/2004	1 765

Les intérêts minoritaires correspondent exclusivement aux parts détenues par les dirigeants des filiales.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

PRINCIPES COMPTABLES

Comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec le règlement du CRC n° 99-02. Ils sont présentés dans le respect des principes de prudence, d'indépendance des exercices, de permanence des méthodes et dans le cadre de la continuité d'exploitation.

Principe et périmètre de consolidation

Les sociétés sur lesquelles NEURONES exerce un contrôle exclusif sont intégrées selon la méthode de l'intégration globale.

Les entreprises sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux, mis en harmonie avec les principes comptables retenus par le groupe. Les sociétés clôturent toutes leur exercice social au 31 décembre. Aucune société n'a été exclue du périmètre.

Les transactions, flux, résultats et plus values intra-groupe sont éliminés.

Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles

Ecarts d'acquisition

Lors de l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation, ses actifs et passifs identifiables sont inscrits au bilan consolidé à leur juste valeur et valorisés selon les principes comptables du groupe.

La différence entre le coût d'acquisition des titres d'une entreprise et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans les actifs et passifs évalués à leur juste valeur, identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition, inscrit sous la rubrique « écart d'acquisition » à l'actif du bilan.

Ces écarts d'acquisition sont amortis, au cas par cas, selon le mode linéaire sur une durée n'excédant pas 20 ans. Des changements significatifs défavorables intervenus dans les éléments qui ont servi à déterminer le plan d'amortissement conduisent à la constatation d'un amortissement exceptionnel ou à la modification du plan d'amortissement, pour ramener la valeur des écarts d'acquisition à leur valeur d'usage telle que définie ci-après. Si des changements significatifs favorables interviennent, ceux-ci conduisent à une modification du plan d'amortissement futur à l'exclusion de toute reprise d'amortissement.

Fonds de commerce

Les fonds de commerce ne sont pas amortis. Les fonds de commerce figurant à l'actif du bilan consolidé correspondent à des rachats d'activité, payés en numéraire.

Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur du fonds devient inférieure à la valeur d'usage, telle que définie ci-après. La valeur d'usage correspond à la valeur des avantages futurs attendus de l'activité, tels qu'ils ont été estimés lors de son acquisition.

Autres immobilisations incorporelles

- Les frais de développement ne sont pas capitalisés au niveau des comptes consolidés. Les frais activés dans les comptes sociaux des filiales font l'objet d'un retraitement au niveau consolidé. Le montant des frais de recherche et développement est peu significatif et est comptabilisé en charge.
- Les autres immobilisations incorporelles, notamment les logiciels acquis pour usage interne, sont amorties sur une durée allant de un à trois ans.
- Les frais d'établissement sont amortis sur une durée n'excédant pas cinq ans.

Suivi de la valeur d'usage des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles

La méthode de suivi mise en place pour l'évaluation des actifs incorporels est la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF).

Principaux critères retenus pour l'application de la méthode d'évaluation selon les DCF

- Le taux d'actualisation retenu est de 10,7%, compte tenu du taux sans risque, de la prime de risque et du β .
- La durée de la période explicite est de 5 ans. Les hypothèses prévisionnelles de chiffre d'affaires, de résultat d'exploitation, de variation du besoin en fonds de roulement, d'investissements, retenues sont spécifiques à chaque société, prenant notamment en compte leur taille, leur secteur d'activité propre.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon les méthodes suivantes :

Agencements et installations	Linéaire 5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire 2 à 4 ans
Matériel informatique	Dégressif et Linéaire 3 ans
Matériel de bureau	Linéaire 5 à 10 ans

Cas du Crédit-Bail

Les immobilisations acquises sous forme de crédit-bail sont retraitées. La valeur d'origine est inscrite à l'actif du bilan et amortie selon les méthodes décrites ci-dessus. La dette financière correspondante est inscrite au passif. Au niveau du compte de résultat, la charge de crédit-bail est neutralisée et remplacée par une charge de dotation aux amortissements et une charge financière.

Immobilisations financières

Les titres non consolidés sont représentatifs de titres de sociétés non contrôlées par NEURONES. Ils figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité de la participation devient inférieure à son coût d'acquisition. La valeur d'utilité est appréciée notamment en fonction des perspectives de rentabilité.

Stocks

Les stocks de marchandises sont évalués à leur coût d'acquisition, selon la méthode du prix moyen pondéré. Une provision pour dépréciation est constatée au cas par cas lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur d'inventaire.

Constatation du chiffre d'affaires « prestations de services »*Projets au forfait*

Le chiffre d'affaires réalisé sur les projets au forfait est comptabilisé au fur et à mesure de l'avancement technique du projet. L'écart entre la facturation et le chiffre d'affaires calculé à l'avancement est constaté en factures à établir ou en produits constatés d'avance, selon le cas. Dès qu'un risque de perte potentielle est anticipé, l'intégralité de la perte est provisionnée.

Contrats annuels

Le chiffre d'affaires de contrats annuels ou pluriannuels est comptabilisé prorata temporis.

Prestations vendues sous forme de chèques à consommer

Certaines sociétés du groupe vendent par avance des chèques de prestations, représentatifs de journée d'intervention d'ingénieurs, de développeurs, de techniciens ou de formation.

Le chiffre d'affaires réalisé sous forme de ventes de chèques à consommer est comptabilisé au fur et à mesure des prestations effectuées, et donc de la consommation des chèques.

Contrats d'infogérance à long terme pluriannuels

Les contrats d'infogérance à long terme comprennent le plus souvent deux types principaux de prestations :

- L'ingénierie initiale, constituée par un projet autonome préalable au démarrage du contrat en exploitation courante. Ce projet peut être facturé en une fois à l'issue de la phase de l'ingénierie initiale et au moment du démarrage de l'exploitation, ou financé sur la durée du contrat, moyennant intérêts financiers. Dans le cas du financement, la reconnaissance du chiffre d'affaires peut-être effectuée de deux manières distinctes selon la nature juridique du contrat :
 - Lorsque les conditions contractuelles sont de nature à fournir une assurance raisonnable que les coûts de démarrage seront in fine intégralement facturés et recouverts (contrat signé ferme sur la durée intégrale, clause de remboursement des coûts de démarrage restant dus en cas de sortie anticipé du contrat...), le montant de l'ingénierie initiale est comptabilisé en facture à établir et en chiffre d'affaires dès la réalisation de la prestation, au début du contrat. Le montant est ensuite repris au fur et à mesure de l'émission des factures.
 - Lorsque les conditions contractuelles font qu'il existe un risque faible de non recouvrement in fine de l'ensemble des coûts de démarrage (contrat conclu sur une durée pluriannuelle, mais renouvelable expressément chaque année, sans clause de remboursement des coûts de démarrage en cas de sortie anticipée, ...), le montant des coûts de démarrage financé est inscrit en travaux en cours, à l'actif du bilan. Le chiffre d'affaires est alors reconnu à l'émission effective des factures tout au long de la durée du contrat. La reprise en charge des travaux en cours est comptabilisée concomitamment à la reconnaissance du chiffre d'affaires.
- L'exploitation courante. Les modalités de facturation consistent le plus généralement en une facturation d'une redevance d'un montant fixe et identique chaque mois de l'année. Le chiffre d'affaires est reconnu prorata temporis.

Ces modalités de comptabilisation, qui couvrent la quasi-totalité des contrats, peuvent le cas échéant être ajustées pour tenir compte des clauses spécifiques de certains contrats.

Actualisation de la partie de la créance à plus d'un an

Le plus généralement, les sommes sont productives d'intérêt. L'actif (sous forme de travaux en cours ou sous forme de facture à établir) étant reconnu pour le montant du capital financé sans intérêts futurs, aucune actualisation des créances à plus d'un an n'est effectuée.

Impôts différés

Les impôts différés, actif ou passif, sont calculés selon la méthode du report variable, sur toutes les différences existant de façon temporaire entre les résultats comptables et les résultats fiscaux de chaque entité fiscale consolidée, ainsi que sur les retraitements propres à la consolidation.

Le taux d'impôt retenu pour la constatation des impôts différés à la clôture de l'exercice est le taux prévisionnel d'imposition de l'année suivante.

Les déficits reportables et amortissements réputés différés sont activés lorsqu'un retour à la profitabilité à court terme est probable.

Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Cas des créances en devises étrangères

Les écarts de conversion actifs ou passifs constatés dans les comptes sociaux sont inscrits en pertes ou en profits de change, selon le cas. Les provisions pour pertes de change inscrites dans les comptes sociaux sont neutralisées.

Valeurs mobilières de placement et trésorerie

Les valeurs inscrites à l'actif correspondent au cours historique d'acquisition.

Les intérêts courus sur les billets de trésorerie et certificats de dépôt sont comptabilisés prorata temporis sur la période courue jusqu'à la date de clôture.

Le cas échéant, une provision pour dépréciation est pratiquée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provision pour indemnités de départ en retraite

Cette provision est destinée à faire face aux engagements correspondant à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Elle résulte d'un calcul effectué selon une méthode rétrospective (Méthode préférentielle du règlement du CRC n°99-02 et de la norme IAS 19) qui prend en compte l'ancienneté, l'espérance de vie et le taux de rotation du personnel, ainsi que des hypothèses de revalorisation des salaires et d'actualisation.

Les principaux paramètres utilisés correspondent aux moyennes prévisionnelles déterminées par référence à l'historique des derniers exercices.

Distinction Résultat d'exploitation / Résultat exceptionnel

Les opérations non récurrentes, y compris dans le cas où les produits ou charges concernent des événements ou des transactions distincts des activités ordinaires et récurrentes de l'entreprise, sont comptabilisées au niveau du résultat d'exploitation.

Le résultat exceptionnel comprend, outre les charges à caractère extraordinaire (ex : expropriation, tremblement de terre, incendie...), les opérations sur cessions d'immobilisations et de titres consolidés.

Modalités de calcul du résultat dilué par action

Le nombre d'actions pris en compte dans le calcul du résultat dilué par action est composé :

- du nombre moyen d'actions sur l'exercice
- augmenté du nombre de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise attribués,
- augmenté du nombre d'options de souscription d'actions attribuées.

PERIMETRE DE CONSOLIDATION
Liste des entreprises consolidées

Entreprises consolidées par intégration globale	Siège Social	N° SIREN	% intérêt et de contrôle	
			12/04	12/03
<i>Mère</i>				
NEURONES SA	205, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	331 408 336	-	-
<i>Filiales</i>				
Neurones Solutions SAS	205, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	428 210 140	95%	100%
Skills Consulting SAS	205, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	428 209 308	100%	100%
Help-Line SAS	171, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	398 300 061	93%	87%
Brainsoft SAS	205, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	410 219 943	86,2%	86,7%
Upgrade SAS	205, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	415 149 830	100%	100%
Intrinsec SARL	205, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	402 336 085	85%	90%
Codilog-Knowledge SAS	205, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	432 673 838	71%	71%
AS International Group SAS	83, rue du faubourg St Honoré – 75008 PARIS	421 255 829	100%	100%
AS International SAS	83, rue du faubourg St Honoré – 75008 PARIS	349 528 356	100%	100%
AS Telecom & Réseaux SARL	83, rue du faubourg St Honoré – 75008 PARIS	400 332 524	100%	100%
AS Technologie SARL	83, rue du faubourg St Honoré – 75008 PARIS	417 586 609	100%	100%
Inexware Services SAS	205, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	443 739 693	100%	100%
Axones SAS	205, ave Georges Clemenceau – 92024 NANTERRE	450 758 040	100%	100%
IMS SAS	79, ave Edouard Vaillant – 92100 BOULOGNE BILLANCOURT	439 832 353	93% (*)	-

(*) 93% pourcentage d'intérêt – Le pourcentage de contrôle est de 100%

Variations de périmètre

Une entreprise est entrée dans le périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2004 :

- IMS, SAS au capital de 100.000 euros. La prise de contrôle porte sur 100% des parts et a été effectuée le 30 septembre 2004 par la société Help-Line, elle-même détenue à 93% par le groupe. L'entreprise a été intégrée dans le périmètre de consolidation le 1^{er} octobre 2004. Elle exerce son activité dans le domaine de l'intégration de progiciels de help-desk et de gestion de parcs informatiques.

Outre l'entrée dans le périmètre de IMS, les variations de périmètre concernent des cessions et des rachats de titres à des dirigeants historiques du groupe et s'établissent ainsi :

- Le rachat de 6% des titres de Help-Line en mars 2004 à un dirigeant de la société,
- La cession de 4,95% des titres de Neurones Solutions en mars 2004, à un dirigeant de la société,
- La cession de 0,77% des titres de BrainSoft en mai 2004, à un dirigeant de la société,

- La cession de 5% des titres de INTRINsec en juin 2004, à deux dirigeants de la société,
- Le rachat de 0,2% des titres de BrainSoft, en septembre 2004, à un dirigeant de la société.

Les nouveaux pourcentages d'intérêt ont été retenus sur l'ensemble de la période.

Comptes proforma

La contribution de la société IMS (acquise en 2004) étant non significative (contribution au chiffre d'affaires < 0,5%, contribution au résultat d'exploitation < 0,5%), la présentation de comptes proforma n'est pas fournie.

NOTES ANNEXES AU BILAN

Note 1 – Ecarts d'acquisition

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/03	↗	↘	31/12/04
<i>Entreprises concernées</i>				
Brainsoft	129	1	1	129
Intrinsec	356		20	336
AS International Group	10.516			10.516
Help-Line	100	545		645
Codilog-Knowledge	18			18
Codilog (<i>fusionnée dans Codilog-Knowledge</i>)	2.357			2.357
IMS		22		22
Total Brut	13.476	568	21	14.023
Amortissements	(2.364)	(785)	(21)	(3.128)
Total Net	11.112	(217)	-	10.895

Les écarts d'acquisition des sociétés Brainsoft, AS International group et Codilog-Knowledge sont amortis sur 20 ans.

Les écarts d'acquisition résultant des compléments de prix versés sont amortis sur la durée résiduelle des écarts d'acquisition constatés lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation.

L'écart d'acquisition généré sur Help-Line au cours de l'exercice 2004 est amorti sur 5 ans.

Les écarts d'acquisition générés en 2004 sur BrainSoft et IMS ont été intégralement amortis sur l'exercice, du fait de leurs montants non significatifs.

Note sur l'acquisition de AS International Group

Il n'existe plus d'engagements, ni de dette sur cette acquisition.

Note sur l'acquisition de Codilog

Au 31 décembre 2004, il n'existe plus d'engagements, ni de dette sur cette acquisition.

Note sur l'acquisition de IMS

Le contrat prévoit un complément de prix, indexé sur le résultat net de l'exercice 2004. Au 31 décembre 2004, ce complément de prix a été intégré dans l'écart d'acquisition.

Il n'existe pas d'autres engagements hors bilan relatif à cette acquisition.

Cessions de titres réalisées au cours de l'exercice 2004

Au cours de l'exercice 2004, NEURONES a cédé à des dirigeants de sociétés du groupe :

- 5% du capital d'INTRINsec
- 0,77% du capital de BrainSoft,
- 4,95% du capital de NEURONES Solutions

Note 2 – Immobilisations incorporelles

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/03	Var. Périmètre	↗	↘	31/12/04
Frais d'établissement	53				53
Concession, brevets licences	613		138	1	750
Fonds de Commerce	1.635		257	48	1.844
Total Brut	2.301		395	49	2.647
Amortissements	(558)		(126)	(2)	(682)
Total Net	1.743		269	47	1.965

Note sur l'acquisition des fonds de commerce :

Les fonds de commerce acquis en 2004 correspondent au rachat de deux activités. Le coût d'acquisition intègre le versement en numéraire ainsi que la reprise de droits sociaux existants au jour de l'acquisition (congrés payés, jours RTT) dans le cadre de l'article L.122-12.

Note sur la diminution du fonds de commerce

Cette diminution concerne la valeur du fonds de commerce Jump, acquis par la société UpGrade en 2002. Le prix final dépendait de critères liés au chiffre d'affaires à venir. Le versement du prix était étalé sur deux ans. Au 31 décembre 2004, la valeur du fonds a été ajustée à sa valeur réelle, la dette ayant été concomitamment ajustée.

Les autres acquisitions correspondent pour l'essentiel à des logiciels informatiques à usage interne.

Note 3 – Immobilisations corporelles

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/03	Var. Périmètre	↗	↘	31/12/04
Agencements et installations	1.537		224	233	1.528
Matériel de transport	465		32	36	461
Matériel informatique & bureau	2.615	1	492	26	3.082
Agencements en crédit-bail	77				77
Matériel informatique en crédit-bail	89				89
Total Brut	4.783	1	748	295	5.237
Amortissements	(3.210)	(1)	(844)	(295)	(3.760)
Total Net	1.573	-	(96)	-	1.477

Les investissements de l'année correspondent essentiellement à des agencements destinés à l'aménagement de nouveaux locaux, à des matériels informatiques ainsi qu'à des véhicules de service.

Note 4 – Immobilisations financières

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/03	Var. Périmètre	↗	↘	31/12/04
Titres non consolidés	39			6	33
Prêts	447		149	1	595
Autres immobilisations financières	341	8	14	1	362
Total Brut	827	8	163	8	990
Provisions	(21)	-	-	(6)	(15)
Total Net	806	8	163	2	975

Les autres immobilisations financières correspondent pour l'essentiel aux dépôts versés sous forme de prêts dans le cadre de la contribution 1% logement, ainsi qu'aux dépôts de garantie (loyers).

Note 5 – Stocks

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/04	31/12/03
Marchandises	407	283
Total Brut	407	283
Provisions	(141)	(144)
Total Net	266	139

Note 6 – Clients et comptes rattachés

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/04	31/12/03
Créances clients	25.565	21.715
Factures à établir	1.539	865
Total Brut	27.104	22.580
Provisions	(304)	(310)
Total Net	26.800	22.270

Note 7 – Autres créances et compte de régularisation

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/04	31/12/03
Fournisseurs – Avoirs à recevoir	72	31
TVA	1.959	1.321
Créance Impôt Société	195	587
Impôts différés – actif	305	246
Autres comptes débiteurs	160	105
Charges constatées d'avance	810	603
Charges à répartir	-	494
Total	3.501	3.387

L'échéance des ces postes est inférieure à un an.

Note 7.1 – Charges constatées d'avance

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/04	31/12/03
Loyers, charges et taxes locatives payées d'avance	233	267
Autres frais généraux payés d'avance	577	336
Total	810	603

Note 7.2 – Variation des charges à répartir

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/03	↗	↘	31/12/04
Charges à répartir	522		522	0
Total Brut	522		522	0
Amortissement	(28)	(494)	(522)	0
Total Net	494	(494)	-	0

En 2003, des charges à répartir pour un montant brut de 522 milliers d'euros avaient été comptabilisées au titre de l'ingénierie initiale d'un nouveau contrat d'infogérance (Cf. règles et méthodes comptables § constatation du chiffre d'affaires).

Au 31 décembre 2004, l'analyse faite de la probabilité de recouvrement de ces frais d'ingénierie initiale a conduit à constater le chiffre d'affaires correspondant en totalité sur l'exercice 2004, les charges à répartir ayant été concomitamment amorties intégralement.

Note 8 – Valeurs mobilières de placement

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/04		31/12/03	
	Valeur d'achat	Valeur boursière	Valeur d'achat	Valeur boursière
Billets de trésorerie	12.430	12.483	8.449	8.488
Sicav de trésorerie	25.218	25.221	26.829	27.063
Total	37.648	37.704	35.278	35.551

Note 9 – Impôts différés*Note 9.1 – Impôts différés comptabilisés*

Les impôts différés figurant au bilan portent sur les éléments suivants :

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/04	31/12/03
Participation des salariés	192	165
Autres différences temporaires fiscales	83	58
Provisions pour indemnités de départ en retraite	25	18
Retraitement sur amortissements d'immobilisations <i>(Apport partiel d'actif UpGrade)</i>	-	1
Elimination des marges internes – Charges à répartir	-	4
Elimination des marges internes – Cession immobilisations	5	
Impôts différés – actif	305	246
Charges à répartir	-	173
Impôts différés – passif	-	173

Note 9.2 – Déficits reportables

Au 31 décembre 2004, il n'existe plus de déficits reportables comptabilisés et non comptabilisés.

Note 10 – Capitaux propres*Note 10.1 – Capital*

Au 31 décembre 2004, le capital social est composé de 22.847.270 actions d'une valeur nominale de 0,4 euros et s'élève à 9.138.908 euros.

Au cours de l'année 2004, 15.244 BSPCE ont été exercés donnant lieu à la création de 76.220 actions nouvelles, au cours de 3,20 euros, dont 0,40 euros de valeur nominale et 2,8 euros de prime d'émission. L'augmentation de capital en résultant s'est traduite par une augmentation du capital social de 30.488 euros et une augmentation de la prime d'émission de 213.416 euros.

La société est cotée à Paris depuis mai 2000 et fait partie des indices CAC Small90 et SBF250.

Note 10.2 – Plans d'options de souscription d'actions

- L'assemblée générale extraordinaire du 29 novembre 1999 a attribué 476.385 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et a autorisé l'attribution d'un maximum de 964.875 options de souscription d'actions (représentant 5% du capital). Cette autorisation a été définitivement soldée au cours de l'année 2003, 964.123 options ayant été attribuées au total entre le 29/11/1999 et le 23/01/2003. Le reliquat de 752 options non attribuées, a été annulé par l'assemblée générale du 25 juin 2003.
- L'assemblée générale extraordinaire du 25 juin 2003 a autorisé le conseil d'administration à attribuer un nouveau plan de stocks options d'un maximum de 250.000 options (représentant 1,1% du capital). Cette autorisation est valable pour une durée de trente-huit mois. Le conseil d'administration du 15 octobre 2004 a entièrement soldé ce plan en attribuant 250.000 options de souscription au prix de 4,2 euros.
- L'assemblée générale extraordinaire du 25 juin 2004 a autorisé le conseil d'administration à attribuer un nouveau plan de stocks options d'un maximum de 100.000 options (représentant 0,4% du capital). Cette autorisation est valable pour une durée de trente-huit mois. Le conseil d'administration du 15 octobre 2004 a attribué 7.000 options de souscription sur ce plan au prix de 4,2 euros.

Les différents plans d'options de souscription d'actions attribués par le conseil d'administration présentent les caractéristiques suivantes :

Règlement des plans

	BSPCE	Plan Stock Option n°1	Plan Stock Option n°2	Plan Stock Option n°3	Plan Stock Option n°4	Plan Stock Option n°5
Date de l'assemblée générale	29/11/1999	29/11/1999	29/11/1999	29/11/1999	29/11/1999	25/06/2003 & 25/06/2004
Date du conseil d'administration	-	29/11/1999	27/07/2000	11/07/2001	23/01/2003	15/10/2004
Date d'échéance des plans	29/11/2004	29/11/2004	27/07/2005	11/07/2006	01/03/2007	15/10/2008
Date d'expiration des plans	28/11/2005	28/11/2014	26/07/2010	11/07/2011	28/02/2011	14/10/2012
Nombre de bénéficiaires	49	19	171	238	60	60
<i>Dont dirigeants</i>	2	-	-	-	-	-
Nombre d'options consenties	476.385	165.550	304.363	320.210	174.000	257.000
Nombre d'options caduques au 31/12/2004	(55.975)	(72.650)	(169.093)	(93.801)	(21.000)	(2.000)
Nombre d'actions souscrites à ce jour	(76.220)	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune
<i>Dont dirigeants</i>	(71.460)					
Prix de souscription	3,2 euros	3,2 euros	7,5 euros	3,8 euros	3,2 euros	4,2 euros
Nombre d'options maximum restant exerçables	344.190	92.900	135.270	226.409	153.000	255.000
Dilution potentielle (caduques déduites) - % du capital au 31/12/2004	1,50%	0,41%	0,59%	0,99%	0,67%	1,12%
Dilution potentielle totale						5,28%

Le prix de souscription des actions par les bénéficiaires est déterminé le jour où les options sont consenties par le conseil d'administration et ne peut être inférieur à 80% de la moyenne des cours constatés lors des 20 séances de bourse précédant le jour où les options seront consenties.

Note 11 – Provisions pour risques et charges

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2003	Var. Périmètre	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	31/12/2004
Provision pour risques et charges	221	35	151	74		333
Prov. Indemnités de départ en retraite	54		21			75
Provision pour impôts différés	173			173		-
Total	448	35	172	247		408
Impact (net des charges encourues)						
Résultat d'exploitation			161			
Résultat financier			-			
Résultat exceptionnel			11			

Les provisions pour risques et charges correspondent pour l'essentiel à des risques sociaux.

Note 12 – Emprunts et dettes financières

L'échéance des emprunts et dettes financières s'établit comme suit :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Total	Montant < 1 an	Montant >1 an et < 5 ans	Montant > 5 ans
Découverts bancaires	27	27		
S/Total emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	27	27		
Dépôts reçus	2			2
S/Total emprunts et dettes financières diverses	2			2
Total	29	27		2

Note 13 – Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et comptes de régularisation

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/04	31/12/03
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6.520	5.626
S/Total dettes fournisseurs	6.520	5.626
Participation et intéressement des salariés	618	509
Dettes fiscales et sociales	16.469	13.882
Dettes impôts sur les sociétés	999	133
Autres dettes	730	548
Produits constatés d'avance	2.595	1.658
S/Total autres dettes et comptes de régularisation	21.411	16.730
Total	27.931	22.356

Les produits constatés d'avance correspondent aux contrats annuels facturés d'avance, aux « chèquiers » de prestations vendus à la clientèle et restant à consommer, et à l'écart entre le chiffre d'affaire facturé et le chiffre d'affaire reconnu à l'avancement dans le cadre de projets au forfait.

Toutes les dettes d'exploitation ont une échéance inférieure à un an.

Note 14 – Variation des provisions sur actif circulant

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/03	↗	↘	31/12/04
Stocks	144	-	3	141
Clients	310	58	64	304
Charges à répartir	28	494	522	-
Total Brut	482	552	589	445

NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RESULTAT

Note sur la présentation des informations par zone géographique

Néant.

Le chiffre d'affaires est réalisé, pour l'essentiel, en France.

Note sur la présentation des informations par secteur d'activité

Compte tenu de l'évolution des différents métiers du groupe depuis 5 ans, le groupe a souhaité redéfinir ses secteurs d'activité, de manière à proposer une segmentation conforme à l'offre technique actuelle de NEURONES. Les analyses par secteur d'activité sont ainsi présentées pour les années 2003 et 2004 selon l'ancienne et la nouvelle ventilation, afin de permettre une comparaison des agrégats du compte de résultat.

Note 15 – Analyse du chiffre d'affaires

La ventilation du chiffre d'affaires par secteur d'activité s'établit ainsi :

Ancienne ventilation par secteur d'activité

<i>(En milliers d'euros)</i>	2004	%	2003	%
Intégration de systèmes et réseaux	13.828	14%	14.799	16%
Infogérance d'environnements distribués	32.384	33%	29.760	32%
e-Services	50.886	53%	48.173	52%
Total	97.098	100%	92.732	100%

Nouvelle ventilation par secteur d'activité

<i>(En milliers d'euros)</i>	2004	%	2003	%
Infrastructures - Intégration	17.366	18%	17.536	19%
Infrastructures - Infogérance	60.414	62%	54.372	59%
Applications	19.318	20%	20.824	22%
Total	97.098	100%	92.732	100%

Les taux de croissance du chiffre d'affaires par secteur d'activité (nouvelle ventilation) s'établissent ainsi :

	% croissance 2004 / 2003	% croissance organique 2004 / 2003
Infrastructures - Intégration	(1%)	(1%)
Infrastructures - Infogérance	+11%	+10%
Applications	(7%)	(7%)
Total	+4,7%	+3,9%

Note 16 – Analyse du résultat d'exploitation

La ventilation du résultat d'exploitation par secteurs d'activité s'établit ainsi :

Ancienne ventilation par secteur d'activité

<i>(En milliers d'euros)</i>	2004	%	2003	%
Intégration de systèmes et réseaux	337	4%	398	5%
Infogérance d'environnements distribués	3.909	48%	4.260	56%
e-Services	3.867	48%	2.930	39%
Total	8.113	100%	7.588	100%

Nouvelle ventilation par secteur d'activité

<i>(En milliers d'euros)</i>	2004	%	2003	%
Infrastructures - Intégration	802	10%	633	8%
Infrastructures - Infogérance	6.030	74%	6.436	85%
Applications	1.281	16%	519	7%
Total	8.113	100%	7.588	100%

Les taux de résultat d'exploitation, par secteur d'activité (nouvelle ventilation), rapportés au chiffre d'affaires s'établissent ainsi :

	2004	2003
Infrastructures - Intégration	4,6%	3,6%
Infrastructures - Infogérance	10,0%	11,8%
Applications	6,6%	2,5%
Total	8,4%	8,2%

Note 17 – Autres produits d'exploitation, reprises de provisions et transferts de charge

<i>(En milliers d'euros)</i>	2004	2003
Autres produits	204	290
Subventions d'exploitation	151	39
Reprises de provisions	138	147
Transfert de charges	28	547
Total	521	1.023

Note 18 – Charges de personnel

<i>(En milliers d'euros)</i>	2004	2003
Salaires et charges	59.552	55.332
Participation et intéressement des salariés	618	509
Total	60.170	55.841

Note 19 – Autres charges d'exploitation

<i>(En milliers d'euros)</i>	2004	2003
Achats de sous-traitance	11.012	11.513
Achats non stockés de matières et fournitures	323	303
Personnel extérieur	735	1.187
Autres services extérieurs	6.750	6.216
Autres charges	103	201
Total	18.923	19.420

Note 20 – Analyse du résultat financier

<i>(En milliers d'euros)</i>	2004	2003
Plus values sur SICAV monétaires	523	553
Autres intérêts et produits assimilés	400	342
Reprise de provision	6	
Total produits financiers	929	895
Intérêts et charges assimilées	151	113
Différences de change	-	2
Charges nettes sur cession valeurs mobilières de placement	-	-
Total charges financières	151	115
Résultat Financier	778	780

Note 21 – Analyse du résultat exceptionnel

<i>(En milliers d'euros)</i>	2004	2003
Produit de cession des éléments d'actif cédés	4	3
Produit de cession de titres consolidés	296	-
Reprise de provision	5	-
Total produits exceptionnels	305	3
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1	3
Valeur nette comptable consolidée des titres cédés	224	-
Dotations aux provisions	11	5
Total charges exceptionnelles	236	8
Résultat Exceptionnel	69	(5)

Note 22 – Impôts sur les résultats

<i>(En milliers d'euros)</i>	2004	2003
Impôts exigibles	3.351	2.584
Impôts différés	(223)	262
Total	3.128	2.846

Note 23 – Preuve d'impôt

<i>(En milliers d'euros)</i>	Base	Taux	Impôt
Résultat avant impôt, plus value de cession consolidée sur titres cédés, et amortissement des écarts d'acquisition	8.887	34,33%	3.051
Impact des charges définitivement non déductibles	41	34,33%	14
Différence taux Impôt différé actif / taux courant sur différences temporaires (33,83% - 34,33%)	731	0,5%	4
Contribution Sociale sur les Bénéfices (*)	718	3,33%	24
Amendes / Majorations IS			4
Plus value consolidée sur titres cédés	72	(**)	31
Charge d'impôt effective			3.128
<i>Taux moyen d'imposition</i>			<i>34,9%</i>

(*) Supplément d'imposition au delà de 763 milliers d'euros d'IS (+3,33%).

(**) *Impôt au taux des plus value long terme, calculé sur la plus value fiscale dégagée lors de la cession des titres.*

Note 24 – Economie d'impôt réalisée par le groupe dans le cadre de l'intégration fiscale

Un périmètre d'intégration fiscale a été constitué sur un sous-périmètre du groupe et comprend, en 2004, les sociétés NEURONES SA, Neurons Solutions, Skills Consulting, Upgrade, Inexware Services et Axones.

Montants en milliers d'euros

Impôt comptabilisé par la société mère	79
Impôt supporté par la société mère, en l'absence d'intégration fiscale	68

Par convention, les profits réalisés par la société mère au titre de pertes constatées par les filiales, lui sont définitivement acquis.

NOTES ANNEXES COMPLEMENTAIRES RELATIVES AUX SECTEURS D'ACTIVITE

Note 25 – Bilan par secteur d'activité – 2004 (nouvelle ventilation)

<i>BILAN ACTIF</i> (en milliers d'euros)	Société mère	Infrastructures - Intégration	Infrastructures - Infogérance	Applications	Total
Ecart d'acquisition	10.874		21		10.895
Immobilisations incorporelles	6	38	369	1.552	1.965
Immobilisations corporelles	11	342	784	340	1.477
Immobilisations financières	56	245	443	231	975
Total de l'actif Immobilisé	10.947	625	1.617	2.123	15.312
Stocks		266			266
Clients	2.198	4.929	15.088	4.585	26.800
Autres créances	650	455	1.807	589	3.501
Eliminations inter-secteurs	11.766	(1.516)	(6.425)	(3.825)	-
Valeurs Mobilières de placement	21.401	665	10.205	5.377	37.648
Disponibilités	(6.270)	2.620	12.211	425	8.986
Total de l'actif circulant	29.745	7.419	32.886	7.151	77.201
Total de l'actif	40.692	8.044	34.503	9.274	92.513
<i>BILAN PASSIF</i> (en milliers d'euros)	Société mère	Infrastructures - Intégration	Infrastructures - Infogérance	Applications	Total
Capital	9.139	-	-	-	9.139
Primes	28.723	-	-	-	28.723
Réserves	1.108	1.886	14.837	1.949	19.780
Résultat de la période	47	528	3.517	647	4.739
Capitaux Propres (Part du Groupe)	39.017	2.414	18.354	2.596	62.381
Intérêts minoritaires	-	347	480	938	1.765
Prov. pour risques et charges	9	24	209	166	408
Emp. & dettes financières div.	-	2		27	29
Fournisseurs	158	2.310	2.713	1.339	6.520
Autres dettes et cptes régul.	1.508	2.947	12.747	4.208	21.410
Total dettes	1.666	5.259	15.460	5.574	27.959
Total du passif	40.692	8.044	34.503	9.274	92.513

Note 26 – Tableau de flux de trésorerie simplifié par secteur d'activité – 2004 (nouvelle ventilation)

<i>(en milliers d'euros)</i>	Société mère	Infrastructures - Intégration	Infrastructures - Infogérance	Applications	Total
Résultat net	(716)	568	4.278	916	5.046
Eléments non monétaires <i>(amort. & prov., impôts différés, plus values)</i>	748	207	315	307	1.577
Variation BFR	807	898	(612)	(202)	891
Trésorerie générée par l'activité	839	1.673	3.981	1.021	7.514
Investissements productifs	(25)	(324)	(482)	(213)	(1.044)
Cash Flow Libre	814	1.349	3.499	808	6.470
Investissements nets – croissance externe	(608)		(240)		(848)
Augmentation de capital	244				244
Variation de trésorerie	450	1.349	3.259	808	5.866
Trésorerie à l'ouverture	14.681	1.936	19.157	4.968	40.742
Trésorerie à la clôture	15.131	3.285	22.416	5.776	46.608

INFORMATIONS DIVERSES

Engagements hors bilan

Il n'existe pas d'engagements hors bilan au 31 décembre 2004. En particulier, il n'existe plus d'engagements hors bilan au titre des compléments de prix sur acquisition de titres (Cf. note 1).

Degré d'exposition aux risques de taux et aux risques de change

De par son activité, réalisée pour l'essentiel en France par des filiales françaises, facturée pour l'essentiel en euros, NEURONES n'est pas exposé significativement aux risques de taux et de change.

Régime fiscal des groupes de sociétés

Depuis le 1^{er} janvier 2000, le groupe NEURONES a opté en faveur du régime d'intégration fiscale pour les années 2000 à 2004. Le groupe intégré comprend NEURONES SA, Neurones Solutions, Skills Consulting, Upgrade, Inexware Services et Axones.

L'option d'intégration fiscale a été renouvelée pour les années 2005 à 2009 sur le même périmètre.

Effectifs moyens

	2004	2003
Cadres	661	633
Employés	572	523
Total	1.233	1.156

Rémunération des membres des organes de direction

Le montant global des rémunérations au titre de l'exercice 2004, allouées aux membres du conseil d'administration de NEURONES est de 279.135 euros.

Autres engagements sociaux relatifs aux médailles du travail

La première application du règlement CRC n° 2004-03 au 1^{er} janvier 2004, concernant les dispositions relatives aux médailles du travail, est sans incidence sur le résultat de la période, ni sur les capitaux propres à l'ouverture.